

Bilan du gouvernement Fillon (2)

Posté le : 27 septembre 2010 12:36 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
 Catégorie: Actualité chaude, Cycles et conjoncture, Crise systémique, Attitudes, Crise mondiale, Crise financière, Analyse sectorielle, Economie et politique

Nous avons examiné la politique suivie à l'aune des promesses initiales. La Grance récession est survenue, remettant tout en cause et offrant un défi considérable. Peut-on juger la politique qui a été suivie pour le relever ?

Lorsqu'une catastrophe frappe, on demande aux autorités d'une part de faire face à l'urgence et d'autre part de se mettre en position de ne jamais plus subir, si possible, sinon des évènements du même genre mais des conséquences aussi fâcheuses.

Paradoxalement, si le gouvernement a été totalement inconscient de la crise jusqu'au début de l'été 2008, les remontées vers la tête de l'état du drame qui commençait à se jouer dans les banques se sont multipliées à partir de ce moment là. On a vu les principales banques vendre en masse leur titre dans les comptes qu'elles géraient pour les particuliers dans l'espoir de tenir leur cours qui commençaient à dégringoler.

L'hystérie qui avait frappé les marchés mondiaux de capitaux au premier semestre se retournait à toute vitesse d'autant plus qu'en Europe la BCE avait remonté ses taux (une mesure qui restera dans l'histoire comme l'exemple du plus manifeste contre temps). La BCE avait cru qu'il y avait une simple effervescence spéculative alors qu'il s'agissait d'un épisode de plus du tremblement de l'immense masse de dettes accumulées partout par les mécanismes pervers du système monétaire international actuel et les réponses délirantes d'Alan Greenspan et de Bernanke. Il n'y avait pas liquidités en trop en Europe qu'il aurait fallu freiner, mais un glissement de terrain. La panique devant la monnaie n'avait jamais été aussi haute depuis les premières faillites bancaires du début 2008. Les banques trouvaient de moins en moins à se refinancer. La BCE a encore compliqué le processus.

Aux Etats-Unis le processus d'effondrement des "subprimes" commencé fin 2006 avaient conduit les banques américaines à se débarrasser d'une partie de leur engagement sur l'étranger. On avait vu ainsi les Landesbank allemandes gorgées de capital par le gouvernement à la suite de leur changement de statut en acheter des paquets colossaux. Mais tous les gestionnaires de fortunes en Europe s'en sont également gavés pour tenir leur rang : les trésoreries "dynamiques" gagnaient en apparence plus sans qu'on sache de quel risque se nourrissait ce plus. En 2008 la question était de savoir qui avait le mistigri. Le marché interbancaire était à sec, ravagé par la méfiance.

Dès juillet 2008 cela craque de partout. La consternation s'installe dans les conseils d'administration des banques. Puis la peur. La peur du gros krach commence à devenir palpable malgré la moiteur de l'été dès la mi août et gonflera pendant la première semaine de septembre.

Jusque là le gouvernement français a été totalement inconscient de ce qui se passait. Son "agenda", comme disent les américains, en début de mandat, n'était pas nourri de ce genre de considérations et d'observations. Le Président Sarkozy était en plein dans sa politique de réconciliation avec les Etats Unis et se préoccupait surtout d'être invité par les Bush ; il passait ses vacances aux Etats Unis. Ou et quand aurait-il pu prendre la stature du commandeur pour dénoncer la catastrophe financière

qui arrivait et demander d'urgence des mesures correctrices et préventives ? Il ne savait même pas que la crise décennale usuelle frappait à la porte. Le ciel économique était bleu et le soleil brillait.

Du côté des éminences conseillant le premier ministre ce n'était pas mieux. Pris dans une floraison de réforme poussées souvent à l'emporte pièce, concentrés sur le budget depuis juin, les conseillers du gouvernement ne regardaient pas spécialement du côté des banques et ne nourrissaient aucune inquiétudes économiques fondamentales. Les banques d'ailleurs leur mentaient en cœur. Alors que la crise des "subprimes" commençait à mordre très sérieusement dans leurs comptes et que de nombreux prêts paraissaient de plus en plus aventurés, elles prétendaient toutes être totalement indemnes ou si peu touchées que cela ne méritait même pas qu'on en parle. Les Américains, les Espagnols, les Irlandais et les Islandais, d'accord, ils étaient mal partis avec tout leur immobilier. Les Anglais peut-être un peu. Mais pas nous les banques françaises, voyons !

Personne, strictement personne, ne raisonnait en masse globale de crédits et ne voulaient voir que cette montagne instable était en train de glisser. On croyait à une crise technique limitée avec "découplage" du reste du monde. Le FMI se montrait particulièrement grotesque dans cet exercice de fausse explication. Pendant tout l'été la tension monte dans les banques et commence à filtrer vers le gouvernement. Certains hauts responsables bancaires commencent à confier leur inquiétude "sur ce qui se passe aux Etats unis". Pas question de laisser penser qu'en France cela tangué. Les banques françaises qui se sont engagées dans des opérations excessivement dangereuses pour grossir vite et entrer dans des marchés qu'elles ne connaissaient pas, sont violemment frappées par ce qui se passe aux Etats unis, à l'instar d'UBS en Suisse qui ne peut plus cacher ses misères : Natixis, Dexia, etc..

Mais rien ne bouge dans le programme du gouvernement. Les souris dansent sur un volcan. Qu'on se le rappelle : toute l'affaire du moment, c'était le Grenelle de l'environnement. La loupe médiatique était sur le réchauffement médiatique, les voyages de M. Borloo au Groenland, les vacances écologiques de M. Hulot. La vertu écologiste suintait de partout. Les plans sur la comète prenaient une ampleur rarement vue.

Gouverner c'est prévoir. Sur ce plan le gouvernement Fillon a entièrement failli. De même que le candidat Sarkozy n'avait pas compris qu'il subirait une crise en plein milieu de son mandat, de même aucune des instances gouvernementales n'a perçu que le jour J était arrivé. La faillite de la Northern Rock, un an auparavant, menaçait maintenant tout le monde, partout.

Et Lehman Brothers explosa en plein vol.

En un jour ce fut une panique générale. Tout le système bancaire mondial était menacé et l'ampleur de la menace globale n'était même pas vue : on croyait toujours à un effet dérivé des subprimes. On ne voyait pas que c'était un glissement global de la mondiale pyramide des dettes qui démarrait. Cela suffisait malgré tout à laisser prévoir le pire. Dans son discours de Toulon quelques jours après le Krach, le président Sarkozy décrivait bien les choses :

"Une crise de confiance sans précédent ébranle l'économie mondiale. De grandes institutions financières sont menacées, des millions de petits épargnants dans le monde qui ont placé leurs économies à la Bourse voient jour après jour fondre leur patrimoine, des millions de retraités qui ont cotisé à des fonds de pension craignent pour leurs retraites, des millions de foyers modestes sont mis en difficulté par la hausse des prix. Comme partout dans le monde, les Français ont peur pour leurs économies, pour leur emploi, pour leur pouvoir d'achat".

Une partie de la réalité avait fini par percer dans l'esprit des plus hauts dirigeants français. Elle était si grave que l'idée même de la farder n'était plus de mise. Au moins les réflexes de survie de N.

Sarkozy ont évité qu'il ne tergiverse. Il a vu vite qu'il fallait parler haut et fort et si possible ensemble.

Il faut dire que le tableau international à cette date était pitoyable.

Paulson, le responsable de la politique américaine, était complètement dépassé par les événements. Il avait laissé Lehman s'effondrer sans même se rendre compte que dans la seconde il mettait en faillite AIG.

La faillite d'AIG pour la France signifiait l'effondrement des plus grandes banques françaises qui étaient gorgées de CDS dont AIG était la contrepartie. Le gouvernement français n'avait plus la maîtrise de rien. Tout dépendait désormais de la BCE, de la FED et du gouvernement américain.

Les Européens continentaux étaient totalement pris par surprise. La chancelière allemande a cru un temps que son pays n'était pas touché. La réalité n'a pas tardé à la rattraper. Quand tout le monde fut bien convaincu qu'il fallait rassurer les particuliers pour éviter des ruées bancaires, une organisation collective fut mise en place.

Tout reposait sur le sauvetage d'AIG. Si AIG tombait le monde entier perdait son architecture bancaire ! Il s'agissait de centaines de milliards de dollars avec des effets induits multiplicateurs. Quelque soit les reproches faits à Paulson, le fait d'avoir tenu sur ce point a évité d'ôter une ancre essentielle à l'avenir du système. Personne n'avait dénoncé, sinon la BRI (BIS), le gonflement inouï de ces contrats dans les quatre années précédentes. L'explosion de ce sous système aurait emporté tout.

Sans cet acte crucial aucune des politiques mises en œuvre en Europe n'aurait pu fonctionner. Avec lui, le cadre de réponse international mis en place, beaucoup sous la stimulation du gouvernement français, s'avéra suffisant pour éviter une panique générale. Quelques ruées eurent lieu dont celle qui emporta Northern Rock mais dans l'ensemble les particuliers cessèrent assez rapidement de vouloir sortir leur encaisse des banques.

Le reste de la politique gouvernementale ne fut pas, après cela, particulièrement original. Gérer un effondrement de conjoncture ne demande pas finalement beaucoup de mesures particulières. On soutient quelques secteurs critiques ; les banques, l'automobile, le bâtiment. Pour le reste on laisse jouer les amortisseurs sociaux. Le plus dur est d'arrêter les bêtises en train de se faire. Il y a une inertie d'environ 9 mois avant que tous les acteurs comprennent que le temps des cerises est passé.

Bien décidé à suivre une politique de juste milieu, où on ne casse rien par un comportement paniquard ou aventuré, le gouvernement Fillon fera une relance modérée, et aucune réforme. Aucun discours sérieux ne sera tenu pour éclairer les Français sur les causes de ce drame économique : on affirmera qu'il vient des Etats Unis ; que c'est la faute des banques, des polytechniciens de la finance, des bonus des traders, des agences de notation inconsciente, de la comptabilité. La question du plan de relance sera le seul point un peu discuté : fallait-il le faire ? Si oui à quelle hauteur ? La question de l'endettement futur du pays ne fut pas posée. Finalement ce plan repris un certain de projets dans les tiroirs et servit surtout de paravent politique. La France ne pouvait pas s'endetter plus longtemps à marche forcée !

Deux ans plus tard, on se retrouvait avec un déficit public de près de 8% : du jamais vu même près la crise de 92-93. Et l'inquiétude sur l'Euro provoqua un retour de bâton sévère qui allait pousser le gouvernement à des mesures drastiques d'économie

Aurait-il été possible de faire mieux ?

A partir du moment où on n'avait rien vu venir de la récession décennale et du risque associé au monceau de dettes accumulées dans le monde, représentant plusieurs fois la valeur du PIB global, il n'y avait guère qu'à fermer les écoutilles et à voir venir. C'est ce qui a été fait. Les banques qui depuis le Front populaire puis Pétain sont une excroissance de l'Etat avec lequel elles vivent en consanguinité ont été sauvées, au nom de la protection du déposant et de l'épargnant.

Aucune réforme n'a été faite sinon sur des faux semblants commodes comme les rémunérations variables. On a sacrifié deux boucs émissaires, les présidents de la Société générale et du Crédit agricole, qui n'en reviennent toujours pas d'avoir été jeté ainsi hors de leur fromage. Un conseiller bien en cours a pris la tête d'un regroupement bancaire. Bref on est dans la petite manip et non dans la grande politique.

Aucune des réformes indispensables à court terme, notamment la fin de la banque universelle et la mise en place d'une politique de séparation des grandes classes de banque et de responsabilité, n'a été mise en place, ni même esquissée. Le lobby bancaire est trop induré dans l'Etat pour qu'on puisse espérer quoi que ce soit dans ce domaine. Le gouvernement Fillon fera valoir qu'on ne réforme pas en pleine tempête. Comme on ne réforme pas non plus un système qui marche, il est clairement jamais le temps en France de réfléchir à des structures bancaires moins oligopolistiques où quelques hauts fonctionnaires se gavent avec le filet de sécurité de l'état derrière eux, tout en grugeant d'importance le déposant et l'épargnant. Le secteur en est à nous expliquer que le système bancaire français est magnifique et n'a coûté rien et à personne. Alors qu'il vit entièrement en perfusion depuis deux ans et qu'il serait mort sans ces artifices.

Pour le reste l'Etat s'est appliqué à tenter de faire conserver le maximum d'effectif dans les entreprises par des mécanismes d'aides au maintien dans l'emploi. Cet effort a été totalement contrebalancé par les décisions de licenciements immédiats et massifs pris dès l'automne par de nombreuses entreprises, la reconstitution des stocks se faisant par des heures supplémentaires consenties à des équipes réduites.

Le résultat global est ce qu'on constate :

- * un taux de chômage près de 10%, contenu grâce en partie au départ en retraite de nombreux Français ; du coup c'est le système de retraite qui est menacé et il a bien fallu agir.
- * un endettement massif et jamais vu depuis la guerre qui va peser pendant des années sur la croissance.
- * la confirmation de l'écart de croissance avec l'Allemagne.
- * un retour de balancier fiscal qui n'est qu'à ses débuts alors que la France est en tête pour les impôts et la dépenses publiques.
- * la part de la France a reculé sur le marché mondial.

En même temps certaines faiblesses européennes ont été mises à nu. A force de mettre la charrue devant les bœufs, les bœufs ont fini par piétiner la charrette !

Une France vieillie s'est calfeutrée dans les déficits et l'absence de réelles réformes de fond, dans un système global désastreux et un système européen en danger. Tout cela sent la charentaise et l'effacement, malgré les gesticulations sur la scène internationale.

Imaginons simplement que la campagne présidentielle se soit construite autour de la nécessité de sortir la France, l'Europe et le monde des vices qui les empêchent de fonctionner correctement.

Imaginons un président qui aurait tenu un discours d'une extrême fermeté sur les défauts du système monétaire international et les risques pesant de son fait sur le monde et qui aurait décidé de mettre son économie en défense face à la crise à venir en engageant des réformes réellement fortes : suppression des 35 heures, suppression de l'ISF dans sa forme débiliteuse actuelle, retraite à 65 ans, blocage des délires régionaux et municipaux, réforme des banques, réduction massive des dépenses dès 2007 et en 2008, transfert d'une partie de la fiscalité des entreprises sur la consommation.

Imaginons un président remettant en cause une banque centrale européenne fonctionnant sans coordination économique et sans objectif de croissance, plutôt que de refaire un traité constitutionnel européen au rabais.

Imaginons un président avec déjà deux de réformes lourdes derrière lui aussi bien sur la dépense publique d'Etat que sur les dépenses régionales et locales !

Imaginons un président avec déjà une réforme des retraites acquise en 2008 et valable pour 50 ans !

Imaginons un président qui n'aurait pas fait toutes les erreurs passées en revue dans la première partie de cet article.

Quelle aurait été sa force en septembre 2008 ! Quel serait son poids dans les réunions monétaires internationales ! Quel serait son poids en Europe ! On n'en serait pas à 8% de déficit public avec un endettement cumulatif de près de 100% du PIB. On n'en serait pas à 10% de chômage ! On n'aurait pas reculé à ce point dans l'économie mondiale.

Le chef du gouvernement pourrait se prévaloir d'avoir agi, agi, agi. Il fallait un de Gaulle et un Debré, recréant un cadre français et européen durablement différent et prenant à partie le monde sur certains sujets graves.

Le premier des ministres pourrait alors se prévaloir d'avoir construit l'avenir avec fermeté et précision, à l'ombre d'un grand président.

Au lieu de cela, François Fillon risque de rester comme le second d'un trublion qui n'avait rien vu venir et qui s'est écartelé dans toutes les directions sans creuser profondément un sillon dans un axe précis, à la chasse aux modes et aux opportunités politiciennes. Certes il conservera l'image du calme qui dans la tempête aura gardé un cap sage et prudent tout en modérant et canalisant les Cieux. Mais cette image de sagesse ne risque-t-elle pas de passer avec le temps pour un certain manque de caractère, d'imagination, de combativité et ne lui reprochera-t-on pas d'avoir été le collaborateur plutôt passif d'une entreprise présidentielle manquant de réalisme et de pertinence ?

Le quinquennat de J. Chirac avait mal fini, sur une accusation assez largement vraie de passivité générale. J.P. Raffarin n'avait pas démérité mais dans un champ de vision tellement étroit qu'il en paraissait dérisoire, à l'exception du début de réforme des retraites de F. Fillon. D. de Villepin n'avait pas convaincu avec des réformes micro-partielles, à la va comme je te pousse, plus faites pour montrer qu'on faisait quelque chose que pour réellement changer les choses. Le CPE a été le symbole de cette orientation matamore et superficielle, agitant les principes mais pas la réalité, l'exact contraire de ce qu'il faut faire.

Le quinquennat de N. Sarkozy est réellement à un tournant. Il n'aura à présenter à l'automne 2010 comme bilan d'ensemble qu'une réforme partielle et à courte échéance des retraites par répartition. Il

lui faudra quelque chose d'autrement consistant à montrer pour se trouver en position sinon de force au moins de combat en 2012.

Remplacer Fillon par un Juppé façon 1996 est la certitude de l'échec. Ne rien faire, façon Mitterrand sur la fin, englué dans la maladie et le nini, ou comme Chirac soignant sa sortie comme "brave type", est aussi une garantie d'éviction.

Alors ?

Faut-il spéculer simplement sur l'idée qu'on parera une nouvelle catastrophe socialiste ? Ou faut-il se mettre en position d'avoir un vrai bilan ?

Même si le temps perdu ne se rattrape jamais, c'est la seconde position qui est la bonne. Reste à lui donner du contenu. Ce n'est pas si difficile que cela.

Didier Dufau pour le Cercle des Economistes E-toile.